Numérisation CERMTRI

№ 415 — 22 Juin 1956

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ VOUS !

HEBDOMADAIRE - 20 Frs.

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE — SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

REDACTION ADMINISTRATION :
5, rue de Charonne, Paris (XIe) — Métro BASTILLE

ABONNEMENTS : 1 an : 800 fr. ; 6 mois : 400 fr. ; 3 mois : 225 fr.
Etranger 1 an : 1.200 fr.
C.C.P. Sté de Presse, Edition et Librairie 6032-01 Paris

ASSEZ DE LUTTES ISOLEES

Les travailleurs imposeront la paix en manifestant tous ensemble

Il n'est que de suivre les évolutions oratoires et contradictoires du chef du gouvernement pour apprécier l'ampleur de l'impasse. Devant le Conseil National du Parti Socialiste, Guy Mollet place l'accent sur la paix. Plein d'audace, il ouvre une perspective négative : « Ni Etat musulman, ni Etat arabe, ni province française ». Eugène Thomas, ministre socialiste des PTT tente de donner un contenu à cette perspective : « Etat franco-algérien ». Formule imprécise, absurde si on la prend à la lettre. Car si l'objectif politique de Guy Mollet est la construction d'un « Etat » en Algérie celui-ci ne peut être que distinct de l'« Etat » français. Donc ce ne peut être un « Etat franco-algérien ». Donc ce ne peut être qu'un « Etat algérien ». N'attendons pas que Guy Mollet tire les conséquences

Ces contradictions traduisent néanmoins une double réalité. D'une part la pression des travailleurs en général, et des ouvriers socialistes en particulier, hostiles à la guerre que Guy Mollet mène pour le compte des « féodaux ». D'autre part, la certitude intime de l'homme qui, investi par la bourgeoisie de la conduite d'une guerre ne croit ni à la victoire, ni à la valeur des méthodes qui lui sont imposées. Le président du Conseil, placé au centre des informations connait bien la force de la résistance algérienne. Ce phénomène atteint également Mendès-France.

***

Sous une forme ou sous une autre, le scepticisme a gagné tous les sommets du grand capital. Ainsi le Maréchal Juin préconise la formation d'un commandement de l'OTAN nord-africain par l'entrée de la Tunisie et du Maroc dans l'alliance atlantique. Ceci ne peut avoir qu'une conséquence : placée sur le même plan politique que la Tunisie et le Maroc, une telle mesure consacrerait la mort de la fiction juridique : « l'Algérie c'est la France ».

Non que le maréchal Juin soit subitement convaincu de la nécessité de l'indépendance. En aucune façon. Mais tout comme Mendès-France, qu'il a cautionné en Tunisie, Juin avoue ainsi qu'il n'y a aucune issue victorieuse à la guerre d'Algérie.

***

Les rodomontades de Lacoste, ex-syndicaliste, socialiste - impérialiste ayant chaussé les bottes de Bugeaud ne changent rien à l'affaire. Après avoir claironné l'impossibilité pour les fellaghas de mener à présent des opérations de masse, dès le lendemain les martiales déclarations du ministre-résident sont démenties. Plusieurs milliers de combattants de l'Armée de Libération Nationale ont lancé, annoncent les dépêches internationales, une attaque en force contre Tlemcen. La guerre totale est vouée à l'échec !

***

Du fond de la conscience des masses populaires monte la protestation indignée. A travers tout le pays, les jeunes rappelés manifestent. Et à leurs côtés les « civils » ! Les dirigeants du PCF portent la plus lourde responsabilité de refuser l'organisation de l'action ouvrière contre la guerre.

La tactique, souple et subtile, du PCF a été mise au point de longue date. C'est la tactique de la grève partielle, de la grève tournante adaptée à la situation.

Alors que de chaque quartier ouvrier, village, ville, usines, se dresse la volonté de combat animant la population ouvrière, le PCF ne s'oppose pas ouvertement. Non. Il laisse « fixer » uniquement sur un plan limité. Pour canaliser l'action. Tel pour un quartier, tel autre une ville. Ainsi, freinant au maximum la volonté des travailleurs chez Renault d'aller manifester dans la rue, les dirigeants staliniens s'y résignent. Pas pour une manifestation tous ensemble prenant son départ « Place Nationale », mais pour des manifestations fractionnées à la porte de chaque usine, 1.200 travailleurs montent néanmoins « Place Nationale ». Linet logiques de ses « audaces » verbales, militants de son parti, le président du

Il dénonce les « meneurs politiques » qui entraineraient les jeunes rappelés à manifester. Admirez le style « Paul Reynaud » utilisé par ce socialiste. La réponse fuse : le président va plus loin. Guy Mollet est contre l'indépendance parce que voyez-vous-ça, celle-ci amènerait aux pouvoirs les « féodaux algériens ». Comme si la guerre totale menée contre le peuple algérien n'avait d'autre but que de protéger les intérêts des « féodaux algériens » d'origine européenne ou musulmane ces derniers fervents soutiens de la « présence française ».

prend la tête du cortège pour le diriger sur la mairie de Boulogne. Il conduit une délégation auprès du maire adjoint, Victoire! Linet ressort, appelle les travailleurs à se disperser. Le maire adjoint a accepté de transmettre la protestation à l'Assemblée Nationale !

Peut-on plus cyniquement se moquer des ouvriers ?

Un flot de paroles, une activité frénétique dans le journalisme, la mobilisation des stylos pour la nouvelle campagne de signatures, mais surtout pas un appel clair et précis : « TOUS ENSEMBLE A L'ASSEMBLEE NATIONALE » pour imposer notre volonté de paix.

Effrayé de ses paroles devant les Conseil se retourne du côté droit.

La manifestation tournante, limitée, aussi néfaste et inquisante que la grève tournante, voilà comment les dirigeants du PCF freinent l'action ouvrière contre la guerre. Ceci est la situation d'aujourd'hui. Ce qui sera la situation de demain :

LA MANIFESTATION DE MASSE, LA GREVE GENERALE OUVRANT LA VOIE DE LA PAIX ET DE LA SATISFACTION DES REVENDICATIONS.

P. LAMBERT.

A Berlin, il y a 3 ans

Ce furent les ouvriers du bloc 40 qui commencèrent le mouvement. Le matin du 16 juin 1953, les travailleurs du bâtiment de la Stalin-Allee, immense enfilade d'immeubles en construction dans les ruines de Berlin, apprirent que les normes venaient d'être de nouveau relevées de 10 %. Dans quelques jours plus tôt, l'annonce de cette hausse avait provoqué de courts arrêts de travail ; les bonzes syndicaux avaient dû intervenir, jouer tour à tour des promesses et des menaces.

Mais, ce jour-là, les ouvriers du bloc 40, retournant la bannière derrière laquelle ils avaient défilé le 1er Mai — ils y proclamaient leur « volonté » d'accomplir le plan de cinq ans — y inscrivirent : « Nous voulons des normes moins élevées ». Puis ils parcourent en rangs serrés la Stalin-allee. Immeuble après immeuble, les ouvriers posèrent leurs outils et les suivirent.

Ouvriers à ne plus se contenter de promesses, ils marchèrent sur le siège du gouvernement. C'est là, dans l'imposant immeuble construit par Hermann Goering pour son ministère de l'air, que siégeait Ulbricht — cet homme qui avait passé 12 ans à Moscou, dans l'ombre de Staline, pendant que les travailleurs allemands souffraient sous le nazisme, et qui prétendait maintenant les représenter. Leur nombre grossi jusqu'à six mille, ils réclamèrent en vain Ulbricht et Grotewohl. Le ministre de l'économie, Hans Selbmann, finit par sortir et promit d'abaisser les normes des bâtisseurs de la Stalin-Allee.

Mais cette concession venait trop tard. Au surplus, il s'agissait du sort de tous les travailleurs. Avant la fin de la journée du 16 juin, il y avait 20.000 grévistes dans le bâtiment, à Berlin-Est. Et le lendemain 17 juin à l'aube le mouvement s'étendait, englobant ville après ville, donnant au monde stupéfait le premier exemple historique d'un soulèvement prolétarien contre la bureaucratie stalinienne. Des meetings monstres se tinrent sur les places publiques, des comités de grèves furent élus, des prisons envahies et les détenus politiques libérés.

Pas un mot d'ordre ne fut lancé, pas un discours ne fut prononcé qui marqua la plus légère inclination vers un retour au passé capitaliste. Pas un mot en faveur d'Adenauer et de sa « démocratie » au service des barons de la Ruhr.

Une jeune communiste dévouée et idéaliste, qui se joignit aux grévistes, exposa le programme du soulèvement au micro :

« Préservons les fondements économiques de notre pouvoir prolétarien. Bâtissons une nouvelle vie heureuse, tous ensemble, dans une Allemagne libre, sans forces d'occupation, sans exploiteurs capitalistes ni propriétaires terriens ».

Faute d'un parti révolutionnaire apte à le diriger, le soulèvement échoua. Les bureaucrates prirent de sauvages mesures de représailles contre ceux qui s'étaient trouvés à la tête des comités de grève ; en même temps, ils durent faire de larges concessions aux ouvriers.

Malgré les calomnies des leaders staliniens, l'histoire authentique du 17 juin 1953 se répandit dans toute l'Allemagne orientale, et à travers les vastes territoires de l'Union Soviétique, propagée par les soldats russes de l'armée d'occupation. Elle fut l'une des causes motrices de la glorieuse grève des détenus du camp de concentration de Vorkouta (juillet-août 1953), et de la vague de grèves et d'insurrections qui déferla sur tous les grands camps de concentration de l'URSS, en 1953-54, obligeant le Kremlin à en annoncer la suppression.

C'est certainement en se souvenant du 17 juin que Walter Ulbricht se plaça à l'avant-garde de la déstalinisation entreprise par le Kremlin, inquiet de l'état d'esprit révolutionnaire des masses — ne déclarait-il pas il y a déjà trois mois, que « Staline n'était pas un classique du marxisme » ?

Mais le puissant mouvement antibureaucratique commencé il y a trois ans, ne se satisfera pas de concessions de détail ou verbales ; il les utilisera comme un point d'appui pour aller plus loin ; vers la subversion du régime bureaucratique dans son ensemble, et l'instauration de la démocratie ouvrière.

J. LORRAIN.

« L'Express » et ses lecteurs devant la guerre d'Algérie

Dans un article consacré à l'arrestation de Claude Gérard et à l'interprétation donnée de cet événement par la presse, le camarade Lambert rappelait dernièrement que Trotsky dénonçait « Le Temps » qui, avant-guerre se montrait honnête quand il s'agissait d'événements mineurs... pour mieux tromper les lecteurs sur les questions importantes.

Monsieur J. J. Servan Schreiber, dans « L'Express » du 8 juin, donne à cette formule de Trotsky toute sa signification en reconnaissant ouvertement que la presse, toute la presse, ment sciemment aux lecteurs, et M. J.J.-S.S. se plaint amèrement que le gouvernement ne s'en montre pas plus reconnaissant. De cet article, dons nous reproduisons ci-dessous nombre de lignes, il est avant tout possible de tirer un certain nombre de renseignements sur le « refus de servir » de nombre de jeunes français.

Le gouvernement, qui se plaint si souvent des journaux, écrit l'éditorialiste de « L'Express », a de bonnes raisons, hélas ! de savoir combien il doit leur être reconnaissant, au contraire, de cacher la partie la plus douloureuse, la plus angoissante des informations qui leur parviennent.

La presse de droite parce qu'elle a le plus grand intérêt à mentir par omission, la presse de gauche — à l'exception des communistes, et encore... — parce qu'elle a un réflexe de pudeur et de profond patriotisme, l'une et l'autre minimisent, cachent le plus possible, et taisent le plus souvent les manifestations auxquelles donne lieu le départ des jeunes rappelés, et surtout les difficultés individuelles croissantes auxquelles se heurte cette mobilisation.

Le gouvernement, lui, qui doit être parfaitement informé sur la nature et l'étendue du sentiment de révolte qui se développe, et sur les conséquences infiniment graves qu'il entraine dans certaines régions, en plein cœur du pays, ne peut pas manquer d'être impressionné.

Que les autorités soient rassurées ; nous continuerons à ne pas publier, à ne pas diffuser les détails précis que nous apprenons, presque chaque jour, sur le drame qui ravage actuellement la jeunesse française, ceux qui sont rappelés pour la guerre d'Algérie, ceux qui pourraient l'être, et ceux qui s'en portent solidaires, ce drame qui conduit certains de ces jeunes hommes à transformer en acte leur révolte morale. Oui, nous nous tairons encore un certain temps sur ces faits...

Un peu plus bas, J.J.-S.S. écrit encore :

C'est avec une profonde émotion... c'est avec une totale sincérité, et sans esprit partisan, que nous entrouvrons aujourd'hui le voile du silence pour crier, très vite et très fort, pour notre modeste part, au gouvernement et aux jeunes qui nous lisent : attention, faites attention, vous allez casser la France !

Enfin, en conclusion de son article :

A partir du moment où des jeunes Français, parce qu'ils sont révoltés, refusent de servir, les pires aventures sont à redouter et, au bout, la déchéance nationale. A tout prix, il faut éviter cela.

Aucune raison politique, aucun argument moral, rien n'est assez fort, assez décisif pour justifier aujourd'hui le refus de servir. Nous n'avons jamais, à « L'Express », modifié notre condition sur cet aspect déchirant du drame politique ; même quand le gouvernement Edgar Faure, dans l'été 1954, au nom de sa politique hypocrite et méprisable — qui vient d'être révélée dans tous ses détails par M. Gilbert Grandval — procédait à des rappels de classes, nous soutenions, sans hésitation, le droit de ce gouvernement de prendre de telles mesures et le devoir absolu d'obéir à ces rappels...

A la suite de cet article, « L'Express » publiait la semaine suivante une « correspondance considérable et en grande partie défavorable ».

Nous reproduisons ci-dessous quelques réponses parvenues à « L'Express » en les faisant suivre de la conclusion apportée par Servan-Schreiber à la polémique engagée entre le journal et ses lecteurs.

Au moment où M. Coty proclame la patrie en danger, les jeunes qui ont écrit à « L'Express » apportent une réponse au discours de Verdun : « La patrie, quelle patrie ? La vôtre ou la nôtre ? Celle des ultras d'Alger ou celle des milliers de jeunes qui refusent de partir ou qui partent la rage au cœur ? »

QUI A DONNE L'EXEMPLE ?

A propos de votre éditorial « Attention à la France ! »... Il ne faudrait pas oublier que l'exemple a été donné le 6 février. Ce jour-là, M. Guy Mollet a capitulé devant l'émeute algéroise... La conclusion qui s'impose est que, pour être écouté, il faut manifester. Alors pourquoi le droit de manifester serait-il réservé aux « ultras » d'Alger et refusé aux jeunes gens qu'on envoie à la mort pour réparer les fautes de ces derniers ?

J. V., Caen.

(Suite page 2.)

La prochaine révolution russe

La révolution que la bureaucratie prépare contre elle-même ne sera pas sociale comme celle d'octobre 1917 : il ne s'agira pas de changer les bases économiques de la société, de remplacer une forme de propriété par une autre. L'histoire a connu, outre les révolutions sociales qui ont substitué le régime bourgeois à la féodalité des révolutions politiques qui, sans toucher aux fondements économiques de la société, renversaient les vieilles formations dirigeantes (1830 et 1848 en France, février 1917 en Russie). La subversion de la caste bonapartiste aura naturellement de profondes conséquences sociales ; mais elle tiendra dans les cadres d'une transformation politique.

...Il ne s'agit pas de remplacer une coterie dirigeante par une autre, mais de changer les méthodes mêmes de la direction économiques et culturelle. L'arbitraire bureaucratique devra céder la place à la démocratie soviétique. Le rétablissement du droit de critique et d'une liberté électorale authentique sont des conditions nécessaires du développement du pays. Le rétablissement de la liberté des partis soviétiques, à commencer par le parti bolchévik, et la renaissance des syndicats y sont impliqués. La démocratie entraînera, dans l'économie, la révision radicale des plans dans l'intérêt des travailleurs. La libre discussion des questions économiques diminuera les frais généraux imposés par les erreurs et les zig-zags de la bureaucratie. Les entreprises somptueuses, Palais des Soviets, théâtres nouveaux, métros construits pour l'épate, feront place à des habitations ouvrières. Les « normes bourgeoises de répartition » seront ramenées aux proportions strictement commandées par la nécessité, pour reculer, au fur et à mesure de l'accroissement de la richesse sociale, devant l'égalité socialiste. Les grades seront immédiatement abolis, les décorations remisées aux accessoires. La jeunesse pourra respirer librement, critiquer, se tromper et mûrir. La science et l'art secoueront leurs chaînes. La politique étrangère renouera avec la tradition

Un Etat issu de la révolution ouvrière existe pour la première fois dans l'histoire. Les étapes qu'il doit franchir ne sont écrites nulle part. Les théoriciens et les bâtisseurs du système souple et clair des soviets permettrait à l'Etat de se transformer de dépérir au fur et à mesure que la société accomplirait son évolution économique et culturelle. La vie s'est montrée plus complexe que la théorie. Le prolétariat d'un pays arriéré a dû faire la première révolution socialiste. Il aura très vraisemblablement à payer ce privilège historique d'une seconde révolution, contre l'absolutisme bureaucratique...

dans l'histoire de l'URSS. La première victoire révolutionnaire en Europe fera aux masses soviétiques l'effet d'un choc électrique, les réveillera, relèvera leur esprit d'indépendance, ranimera les traditions de 1905 et 1917, affaiblira les positions de la bureaucratie et n'aura pas moins d'importance pour la IVe Internationale que n'en eut pour la IIIe la victoire de la révolution d'Octobre. Le premier Etat ouvrier n'a de salut, pour l'avenir du socialisme, que dans cette voie.

Août 1936.

(Extrait de « La Révolution trahie »)

Faillite du marxisme ou faillite du stalinisme ?

En prononçant son discours final au 20e congrès du PCUS, Khrouchtchev a déclenché, dans le mouvement ouvrier international, une réaction en chaîne dont il n'avait certainement pas prévu l'ampleur irrésistible. En attaquant Staline — en s'efforçant de décharger ses héritiers de la responsabilité de ses crimes, Khrouchtchev répondait aux besoins internes du groupe dirigeant face au peuple russe. Que Staline ait fait régner une oppression effroyable, qu'il ait exterminé toute une génération de militants communistes russes, cela n'a pas été une révélation pour les auditeurs de Khrouchtchev, cela n'en est pas une, dans la mesure où le rapport de ce dernier commence à leur être connu, pour les travailleurs russes. Cette oppression, ces crimes, ils les ont vécu dans leur chair. Il n'est pas un Russe qui n'ait eu au moins un membre de sa famille, un ami, un voisin emprisonné, avouant sous la torture des crimes imaginaires, interné dans un camp de concentration, sinon fusillé, pendant les deux dernières décades. En dénonçant ces monstruosités, en promettant que le retour en serait à jamais exclu, c'est au peuple russe que Khrouchtchev s'adressait ; il espère, en donnant aux masses la satisfaction de dénoncer le despote, raffermir le pouvoir du groupe dirigeant actuel.

En URSS même, d'ailleurs, il contribue à déchaîner des forces qu'il ne contrôle pas : les travailleurs soviétiques ne peuvent se contenter de vomir le despote défunt ; les « aveux » des héritiers, les phénomènes de libéralisation au sommet les stimuleront dans leur lutte pour la démocratie socialiste.

LES TRAVAILLEURS COMMUNISTES ET LE MYTHE STALINIEN

Mais il en allait tout autrement pour les travailleurs communistes de tous les pays.

Le « mythe stalinien » en était venu à incarner, à leur yeux, grâce aux efforts continuels des bureaucrates dirigeants des divers P.C., l'héritage politique de la révolution d'Octobre. S'ils acceptent, malgré leurs réserves internes, tous les tournants, toutes les capitulations de leurs dirigeants devant la bourgeoisie, c'est parce qu'ils croyaient que l'intérêt de la révolution d'Octobre et du « pays du socialisme » qui en était issu l'exigeait. L'autorité des dirigeants des P.C. sur leur propre base tenait essentiellement à ce mythe : ils ne disposaient pas d'un appareil d'Etat, d'une police toute puissante pour l'imposer ; leur autorité, c'était celle de la révolution d'Octobre qu'ils usurpaient devant leurs militants. Le « mythe stalinien » constituait une nécessité vitale pour des dirigeants contraints, par leur fonction même, de diffuser parmi leurs militants la doctrine révolutionnaire intransigeante de Lénine tout en pratiquant le pire opportunisme.

Et c'est tout cela qui est remis en question aujourd'hui, au moment même où, particulièrement en France, la classe ouvrière, faisant sa propre expérience de la politique de Duclos-Thorez, perdait de plus en plus confiance dans leur direction ! On comprend les récriminations de ces derniers contre l'imprudent Khrouchtchev, leurs efforts pour sauver au moins quelque chose du « mythe stalinien », ne serait-ce que sous la forme de « la solidarité étroite du PCF et du PC de l'Union Soviétique ». Privé du « chef génial », Thorez se sent bien faible pour faire échec aux aspirations révolutionnaires des travailleurs français !

Mais l'arbitre infaillible est liquidé, et n'aura pas d'héritier. Comme l'a déclaré Togliatti, qui se sent les coudées beaucoup plus libres parce que la situation politique est beaucoup moins mûre en Italie qu'en France : « Les dirigeants soviétiques ont perdu une partie de leur prestige » — perte irrémédiable !

Le débat est ouvert dans la classe ouvrière ; il ne se limitera pas aux « fautes personnelles » de Staline, mais pas non plus aux méthodes bureaucratiques en général des dirigeants staliniens ; les questions fondamentales du programme et des perspectives du mouvement ouvrier international s'y trouveront impliquées.

M. BEUVE-MERY ET LE « MARXISME »

Les porte-paroles de la bourgeoisie, inquiets devant les potentialités révolutionnaires que risque de libérer la liquidation du stalinisme (1), s'efforcent de prendre l'offensive dans le domaine des idées. Les maheureux, ils en avaient bien perdu l'habitude, et cela se sent !

« Le marxisme devait libérer l'homme de toutes les aliénations ; il a abouti à la tyrannie d'un nouveau Pierre le Grand, plus soucieux, comme tant de dictateurs, de la puissance de l'Etat et de sa propre gloire que du bonheur de son peuple » éditorialise le journal « Le Monde » du 19 juin. Et l'organe de M. Beuve-Méry a aussitôt recours au « marxiste » Khrouchtchev pour étayer ses vues : « Khrouchtchev lui-même, qui dénonce avec tant de force le culte de la personnalité, n'attache-t-il pas à la personnalité, en la rendant responsable de tant de forfaits, une importance que lui contestent les classiques du socialisme scientifique ? »

Avec le même raisonnement, d'innombrables théoriciens réactionnaires ont vu dans la corruption de Thermidor et le césarisme du premier Bonaparte les preuves éclatantes de la faillite de l'Encyclopédie et du Contrat Social. Il suffit d'identifier la révolution d'octobre et la contre-révolution stalinienne, de prendre les représentants de cette dernière pour les théoriciens du « marxisme », et le tour est joué.

Déjà, la même mésaventure était arrivée à J.-P. Sartre qui, ayant identifié la classe ouvrière et la pensée marxiste au PCF, constatait, non sans une douloureuse surprise, que « le marxisme était arrêté à Pierre Naville n'a pas de mal à lui répondre :

« Le fait est que le marxisme est en train de préparer un de ses plus prodigieux bonds en avant, qu'une conjoncture nullement imprévue — pour quiconque tient pour vraie la dialectique matérialiste — et qui a mûri en somme assez vite est en train de présenter une figure nouvelle de la société... Nous devons dire que les problèmes nouveaux posés par l'évolution sociale immédiate ne peuvent être abordés et résolus que par le marxisme. Non sans difficultés, bien sûr, ni heurts : mais par lui seuls (2).

L'éditorialiste du « Monde » écrit que les « succès remportés depuis vingt ans par l'URSS » sont dus avant tout à « l'efficacité supérieure des méthodes totalitaires ». Faut-il vraiment qu'il ait peu d'arguments pour répéter cette sottise éculée ! Après s'être entêté plusieurs années dans l'orientation sur le paysan riche, malgré les avertissements de l'opposition.

G. BLOCH.

(Suite page 2.)

(1) Dans « Le Monde » du 20 juin, M. Jacques Fauvet, se laissant sans doute guider par ses désirs, prononce : « Il est peu d'arguments pour répéter cette sottise éculée ! Après s'être entêté plusieurs années dans l'orientation sur le paysan riche, malgré les avertissements de l'opposition.

(2) « Les Lettres Nouvelles », juin 1956.

L'atroce répression

Mardi 19 juin 1956, à 4 heures du matin, deux militants nationalistes algériens — ZABANNA et FERRADJI — ont été guillotinés à la prison d'Alger.

Par cet acte atroce, le gouvernement Mollet-Lacoste, au pouvoir par la grâce de tous les députés, de Laniel à Duclos et de Reynaud à Depreux, a franchi un nouveau pas dans la guerre totale. Il a immolé deux victimes à la fureur imbécile et sanglante des colons d'Algérie et de la presse réactionnaire qui les soutient en France. Désormais ceux-ci n'auront plus de cesse que les dizaines de condamnés à mort qui peuplent les prisons d'Algérie n'aient été exécutés à leur tour, dressant un immense obstacle supplémentaire dans la voie du rétablissement de la paix.

Plus que jamais les travailleurs et les démocrates français doivent se dresser contre l'exécution des condamnés algériens.

***

La menace d'une répression accrue ne pèse pas seulement sur les Algériens mais sur tous les Français qui luttent pour une solution pacifique du problème algérien ou qui entendent simplement faire connaître la vérité, toute la vérité, sur ce problème. CLAUDE GERARD est toujours en prison, il ne se passe pas de semaine sans que des travailleurs soient arrêtés par leur opposition au départ du contingent.

Les syndicats et les partis ouvriers doivent s'unir pour arracher leur libération, pour arrêter le massacre des patriotes algériens, pour imposer la paix en Algérie.

J. THIBAULT.

Numérisation CERMTRI

La controverse Morgan-Servin

POUR un militant communiste, le Congrès de son parti est aussi une importante manifestation extérieure : la préparation de la mobilisation générale de la classe ouvrière et de ses alliés sur ce programme. Aujourd'hui, plus que jamais sans doute, ce second aspect est essentiel aux yeux de nombreux militants qui ont souffert ces dernières années de l'isolement de leur parti, de la lente dégradation de son influence en même temps que de certaines positions politiques qui les mettaient en conflit ouvert avec les aspirations profondes de l'avant-garde ouvrière.

Le Congrès du Havre se situe au lendemain du XXe Congrès du PC de l'URSS et de la publication du rapport Khrouchtchev. La révélation, par les plus hautes autorités de l'Etat soviétique et du parti communiste de l'URSS des crimes de Staline, a jeté un trouble extrême dans la conscience de nombreux militants du PCF. Tous les travailleurs, plus largement tous ceux qui aspirent à un profond changement dans le pays, se tournent vers le Congrès du PCF pour voir quelles conséquences il va tirer de ces événements extraordinaires.

Depuis plus de vingt ans, les communistes sincères étaient maintenus hors du parti, d'autres étaient exclus et calomniés, d'autres encore renonçaient, écœurés : tous se heurtaient aux méfiats, en France même, à l'intérieur du mouvement ouvrier, du stalinisme. Khrouchtchev a longuement analysé le mal terrible que les méthodes de Staline ont causé en Union soviétique. En France aussi, Staline a imposé des méthodes analogues — en France aussi elles ont fait un mal terrible au mouvement ouvrier.

Ceux qui en 1948-50 ont refusé de croire et de dire que Tito était un fasciste à la solde de l'impérialisme américain ont été chassés, salis, calomniés. Ceux qui en 1936-38 refusaient d'admettre les procès de Moscou, la culpabilité des vieux bolcheviks et les exécutions massives, ont subi le même sort. Réparation a commencé d'être faite en URSS, réparation doit se faire partout dans le mouvement communiste international. C'est une condition préalable à la renaissance d'un mouvement ouvrier puissant et uni parce que c'est une garantie que ces méthodes abhorrées sont vraiment abandonnées, qu'une page a vraiment été tournée.

⁂

Dans le cours de la préparation du Congrès, ces questions sont posées par de nombreux militants communistes. Dans la mesure où la presse du PCF fait écho à ces discussions, on peut trouver le reflet de ces discussions et de ces préoccupations dans plusieurs textes qui y ont été publiés — par exemple les textes de Claude Morgan parus dans « France-Nouvelle ».

Morgan met en cause le « culte de la personnalité » au sein de ce qu'on appelait il n'y a pas si longtemps « le parti de Maurice Thorez » ; il demande que soit revu le cas des exclus de « l'affaire yougoslave » ; enfin que l'élection du C.C. ait lieu au bulletin secret, comme cela s'est produit récemment en URSS. Après une première riposte de Servin et une réponse embarrassée de Morgan qui bat en retraite, Servin tranche dans le dernier numéro de « France-Nouvelle ».

LES METHODES ET LA POLITIQUE

Sur le terrain des méthodes, Servin profite du caractère défensif du second article de Morgan : parler d'un « culte de la personnalité à tous les échelons », réduire sa critique à « l'abus de l'argument d'autorité » et à « l'emploi d'un ton acerbe dans la discussion », c'est d'avance permettre à Servin de s'en tirer avec aisance !

D'autant que Cl. Morgan fournit à Servin l'occasion d'une pirouette magistrale en indiquant son accord avec l'essentiel du contenu politique des thèses présentées par la direction au XIV Congrès.

La pirouette de Servin consiste à dire :

1) Ces thèses « examinent l'activité du Comité Central depuis le XIIIe Congrès et tracent les perspectives » on les approuvant, Morgan approuve l'activité du C.C. (de la direction, c'est-à-dire du secrétariat) depuis le XIIIe Congrès.

2) Si le Parti était « gangrené par le culte de la personnalité et l'absence de démocratie », il ne lui aurait pas été possible d'avoir une politique juste, c'est-à-dire correspondant aux besoins de la classe ouvrière pendant cette période.

3) Par conséquent il est faux que le parti souffre du souffre du culte de la personnalité, de l'absence de démocratie, etc... Il a à changer, surtout pas sa direction, à peine des méthodes de quelques sous-fifres.

C.Q.F.D. !...

⁂

Que cette réponse soit un chef-d'œuvre de mauvaise foi et de sophistique, certes ! Mais elle met pourtant en évidence l'une des faiblesses essentielles de l'assaut mené par Morgan et un certain nombre d'autres militants du PCF contre la direction du Parti. Mettre en cause les méthodes, sans mettre en cause la politique, c'est réduire considérablement la portée de la critique. C'est finalement tomber dans le faux problème de la foi et des croyances — comme si une politique révolutionnaire juste avait pu aller de pair — non pas quelques fois, dans certains cas limités et exceptionnels — mais continuellement depuis plus de vingt ans — avec des méthodes odieuses et ouvertement contraires à toute pratique révolutionnaire.

A la fin de son rapport, Khrouchtchev pose la question : comment cela a-t-il été possible ? Lui aussi, en effet, centrera essentiellement les méthodes de Staline — non la politique qu'il approuve. Mais poser la question des causes des crimes de Staline, c'est ouvrir la discussion sur le contenu de la politique stalinienne pendant un quart de siècle, en URSS et hors d'URSS.

Que Thorez, Servin et tous ceux qui ont assumé cette politique à la direction du PCF se refusent à la remettre en question, cela se conçoit. Mais, comment Morgan peut-il espérer sortir les militants communistes de l'extrême confusion dans laquelle les ont plongés les derniers développements en URSS et les derniers développements en France, confusion que la direction du PC a pour le moment intérêt à maintenir et à accroître, comment Morgan peut-il espérer surmonter cette confusion autrement que sur le terrain d'une ample discussion politique ?

⁂

Car les raisons d'inquiétude et de trouble ne manquent pas au militant communiste. Tandis que le XXe Congrès et le rapport Khrouchtchev permettaient en question toutes les idées reçues et admises une fois pour toutes sur Staline, la signification de son rôle et l'histoire de l'URSS, les votes du PCF sur la question algérienne (vote des pouvoirs spéciaux, abstention sur la confiance à Mollet-Lacoste) provoquaient l'incompréhension ou la colère. Thorez l'a bien compris qui tente de dissocier les deux éléments, de dégager à demi sa responsabilité des votes algériens, pour l'imputer à la déstalinisation et à la réaliser progressivement sous son contrôle.

Morgan facilite cette opération en étant muet sur les problèmes politiques majeurs, sur les récentes positions de la direction du PC — et muet sur les conséquences politiques du stalinisme en France. Car c'est bien cette méthode qui, du « contre-rapport moral » de la direction du PC au cours de la dernière période que Morgan pourrait fournir au militant communiste désarçonné une réponse globale et cohérente et partant, une orientation de combat.

Les uns mettant l'accent sur la réforme des méthodes, les autres sur les autres étant écœurés ou troublés par une politique de capitulation, si la jonction ne se fait pas ouvertement, clairement, entre eux, la direction aura beau jeu d'atomiser le mécontentement, de semer les suspicions et les méfiances, de manœuvrer sur une politique qui consiste — puis après le congrès de faire tomber sans trop de bruit quelques têtes marquantes d'intellectuels dont le seul tort aura été de vouloir jouer au plus fin — là où la seule clarification politique est la suprême finesse.

JEAN PERRIN.

L'Express et ses lecteurs devant la guerre d'Algérie

(Suite de la première page.)

SACRIFICES INUTILES

...Vous parlez avec inquiétude du « refus de servir ». Il est de formule, qui expédie vite le problème.

Lorsque l'on parle de « servir » il faut s'expliquer.

Servir qui ? Pour quoi ? Comment... ?

M. Servan-Schreiber, permettez-moi de vous parler comme à un ami : franc et clair.

M. Servan-Schreiber, il vous faudra écrire un jour un article qui s'intitulera : « Il ne faut pas prendre les enfants du Bon Dieu pour des canards sauvages...»

...Mais les sacrifices inutiles sont toujours les plus coûteux. Sacrifier des milliers de jeunes, de jeunes foyers, de jeunes espoirs, c'est se ruiner. Pour sauver quoi ?...

Si je pars après tant de camarades, aussi révoltés et aussi impulsants, je laisserai mon bébé et ma femme aux bons soins de la patrie, ou peut-être à la générosité des lecteurs de « Figaro ». Néanmoins, il me restera mes deux poches pour y enfouir mes poings bien que cela soit déjà un luxe inutile sous le Tokki. Ceux qui m'attendront paieront de surcroît la facture, et vous, Monsieur, arriverez-vous peut-être à justifier qu'il y a autant d'injustice à la soumission des uns qu'à la démission des autres. C'est ainsi, Monsieur, que « l'on casse la France ».

Et c'est bien dommage.

J. PALLARD, Colombes (Seine).

PAYE COMBIEN ?

La voilà bien la véritable trahison des journalistes de gauche ! Combien Lacoste vous a-t-il payé ces articles ?

Ainsi, vous aussi vous vous y mettez ? Vous qui êtes un de ceux sur qui devraient pouvoir compter au moins 50 % des Français ! Non content d'avoir peur, vous taisez volontairement la vérité, vous vous croyez obligé de prôner la résignation ?

UN GROUPE D'INTELLECTUELS, Paris.

DECISION PERSONNELLE

Etant sursitaire, si, dans l'éventualité d'un rappel, j'avais assez de courage pour refuser de prendre les armes (vous conviendrez, j'espère, qu'il faut actuellement plus de courage pour être objecteur de conscience que pour partir en Algérie) — je n'aimerais pas pendant que je suis en prison... qu'il se trouve des gens pour dire : « Rien n'est assez fort pour justifier le refus de servir ».

C'est une décision personnelle à prendre ; ce n'est pas à vous, en tout cas, d'en juger.

M. E., étudiant, Marseille.

★

...Je fait inattendu, larmoye JJ.-S.S., aniissant, ce sont toutes les autres lettres, dix fois plus nombreuses qui, ne se préoccupant même pas de discuter les aspects de la guerre d'Algérie, nous répondent nettement et violemment qu'il n'y a plus aucune raison morale d'obéir à « des gouvernements » qui, à la suite de tant d'erreurs et de mensonges, ne « représentent plus » la nation, qui sont divorcés d'elle.

⁂

Nous avions dit : « Attention à ne pas casser la France ! » Des centaines de nos lecteurs, surtout les jeunes, nous répondent : « Quelle France ? Si c'est la nôtre, celle que nous aimons et que nous respectons, nous ne reconnaissons pas que ce « gouvernement », que ce « système » la représentent, ni que leur politique la sert. Si c'est la leur, la France officielle, qu'ils ne comptent pas sur nous ».

Et beaucoup évoquent le gouvernement de 1940 et Vichy pour justifier leur état d'esprit...

⁂

Nous n'aurons pas la prétention de dénombrer aujourd'hui, et en quelques lignes, les enseignements qu'il faudra, bien entendu, avoir le courage d'en tirer.

Nous ne reconnaîtrons pas non plus l'injustice grossière d'en rendre responsable le gouvernement actuel. Il est, certes, évident que, depuis le 6 février, la dégradation s'est constamment accentuée et que la déception cruelle qui a suivi l'espoir des élections a porté un nouveau coup au régime. Mais il va de soi que ce sont les hommes des dix dernières années qui sont responsables, et non pas seulement des dix dernières semaines. Ce n'est pas un simple changement d'équipe gouvernementale qui pourrait maintenant réconcilier le peuple, et la jeunesse, avec la République, mais un changement d'une autre ampleur, et sur lequel il faut méditer...

Faillite ?...

(Suite de la première page.)

trotskyste qui réclamait l'industrialisation du pays et la collectivisation progressive de la terre, Staline, en 1929, tourna brusquement et réalisa en 4 ans la collectivisation forcée par les méthodes les plus brutales. Le cheptel de l'URSS ne s'est pas encore relevé du coup qui lui fut porté à cette époque et les « méthodes totalitaires » de la bureaucratie du Kremlin !

Khrouchtchev lui-même, dans son rapport, a donné d'autres exemples des conséquences désastreuses, de l'incroyable gaspillage en hommes et en produits qui résulta des « méthodes totalitaires » de Staline. Les succès remportés pour l'économie soviétique l'ont été malgré le gaspillage des parasites bureaucratiques, et non grâce à lui. Ils témoignent de la supériorité de l'économie planifiée, issue de la révolution d'Octobre, même dans les conditions aussi défavorables, sur la « libre entreprise ». Ils constituent une victoire pratique de la dialectique matérialiste.

Quant à M. Bénite-Mary, il ferait bien de nous expliquer comment il se fait que, malgré l'usage illimité des « méthodes totalitaires » et leur « efficacité supérieure », l'Algérie et Madagascar ne soient pas à l'avant-garde du développement économique mondial !

TRIOMPHE DU MARXISME

Le marxisme n'est pas plus responsable de la monstrueuse dégénérescence de l'Etat stalinien que la théorie de la gravitation n'est responsable des accidents d'alpinisme. Le marxisme élucide les lois du développement historique, les lois de la révolution et de la contre-révolution ; il ne les modèle pas à son gré.

La validité du marxisme réside en ceci que, « derrière le dos » de Sartre comme de l'écrivain de droite (qui tourné vers les staliniens), il a analysé pas à pas les étapes de la dégénérescence stalinienne. Ce fut essentiellement l'œuvre de Léon Trotsky, et peut-être son plus grand titre à la reconnaissance de la classe ouvrière, d'avoir fait cette étude. Cette « analyse marxiste approfondie des circonstances dans lesquelles le pouvoir personnel de Staline a pu s'exercer » réclamée par la déclaration du B. P. du PCF a été donnée par Trotsky il y a vingt ans. A l'heure du triomphe de Staline, alors que chacun s'inclinait devant sa puissance et proclamait la stabilité de son régime (fondée, bien entendu, sur la « supériorité des méthodes totalitaires »), Trotsky démontra la fragilité de ce régime et en annonça l'effondrement.

La « libération de l'homme de toutes les aliénations » suppose, comme le marxisme précisément l'a démontré, un développement supérieur de l'économie, la production d'une telle abondance de biens que la lutte individuelle pour la satisfaction des besoins ne soit plus qu'un mauvais souvenir. Cet état ne saurait, aisément réalisable en quelques décades, sur la base de la technique moderne, après l'abolition de la propriété privée des moyens de production, pour une économie planifiée s'appuyant sur la collaboration de plusieurs pays avancés, n'était pas à la portée du pays arriéré et isolé dans lequel l'Etat issu de la révolution d'Octobre s'est trouvé confiné, après la défaite de la révolution allemande en 1923. La constitution d'une nouvelle couche privilégiée, l'instauration d'un absolutisme bureaucratique étouffant pour la défense de ces privilèges furent le résultat de ces circonstances historiques. La victoire de la bureaucratie sur l'opposition trotskyste, c'est-à-dire marxiste, fut le reflet, en URSS, du refflux momentané de la révolution mondiale. La modification radicale de ces conditions, la victoire de la révolution chinoise, le déferlement d'une nouvelle marée révolutionnaire qui, partie d'Asie, atteint l'Afrique du Nord, et commence à faire sentir ses effets sur le continent européen et en URSS même mettent à l'ordre du jour la victoire des masses sur la bureaucratie, la restauration révolutionnaire de la démocratie socialiste. Les symptômes qui se manifestent au sommet de l'appareil bureaucratique sont les signes annonciateurs de cette révolution, qui sera le triomphe du marxisme.

—o—

Les problèmes fondamentaux posés au mouvement ouvrier par la liquidation du stalinisme mettent à l'ordre du jour la discussion la plus large et la plus démocratique. « LA VERITE » ouvre ses colonnes à tous les militants qui voudront y participer.

Des mains difficiles à laver

AVEC une indécence rare, Togliatti apprend à l'opinion ouvrière internationale, que lui, stalinien italien, ne peut comprendre, savoir et admettre, que Khrouchtchev et Boulganine auraient dû mener le combat contre le stalinisme, ne pas s'associer aux crimes et l'en informer. Alors lui, Togliatti, aurait mené avec eux la bataille !

Pur et sans taches serait donc le dirigeant du stalinisme italien, et avec lui, les chefs du PCF et des autres partis staliniens. Il est bon de rétablir la vérité.

Togliatti (Ercoli dans le Komintern) a une conscience bien lourde. Dès 1926 il a subtilisé une lettre du leader communiste italien Gramsci écrite à la veille de son arrestation, demandant aux dirigeants russes et à l'Internationale Communiste, de discuter et de régler fraternellement les différends politiques entre Trotsky et Staline.

De 1926 jusqu'à son retour en Italie à la chute de Mussolini, Togliatti — sauf durant une courte période (1937) où il dirigea entre autres la politique du Parti Communiste Espagnol, l'assassinat ordonné par Staline, de Andrès Nin et des anarchistes espagnols, le procès contre le POUM, etc. — séjourna à Moscou. Non comme un quelconque exécutant de l'appareil stalinien international : Togliatti est un de ceux qui ont élaboré la stratégie et la tactique stalinienne, avec Staline. Certainement au même titre et certainement de plus longue date que Boulganine et Khrouchtchev.

En particulier, Togliatti pourrait apporter au dossier la méthode ayant présidé à la liquidation de la plupart des dirigeants des partis communistes émigrés en URSS, Polonais, Allemands, etc... Le Comité exécutif de l'I.C. siégeait alors comme un véritable tribunal, procédant à l'exclusion des Warski, Neuman, etc..., antichambre de l'exécution par la Guépéou. Togliatti y occupait bien souvent la place du procureur Vichynski.

⁂

Les problèmes soulevés ne se situent pas seulement sur le plan de la morale révolutionnaire. Ils posent en particulier la question que Togliatti et à sa suite Thorez, Duclos et autres veulent à tout prix cacher: l'existence de l'appareil policier (1) de Staline dans leurs propres partis. Le fait que cet appareil contrôle, dirige toute la politique des partis communistes. Le fait que cet appareil n'est pas démantelé, qu'il continue à fonctionner pour les besoins d'une politique précise : celle qui correspond aux nécessités de la politique extérieure de l'URSS.

C'est cela que Togliatti et le B.P. du PCF par sa déclaration cherchent à tout prix à voiler. Il n'est pas inutile de revenir sur cet aspect de la question. Le Parti Communiste Français s'est consolidé en parti stalinien dans une période longue. Le pouvoir de Staline a été étayé non seulement par les besoins de la bureaucratie russe, mais également par les Thorez, Togliatti et autres, qui eux-mêmes en contrepartie renforçaient avec l'appui de Staline leur contrôle sur les partis communistes dont ils assumaient la direction.

La « déstalinisation » ouvre la crise majeure de cet appareil. Si, aujourd'hui, même en paroles, les P.C. nationaux, peuvent critiquer la politique des dirigeants du P.C. russe s'opposer même à eux, alors l'appareil de ces P.C. n'est plus adapté à ces fins. L'appareil du PCF, par exemple, capacité de contrôle des masses, il lui faut la tirer de son prestige qui est limité.

Inadapté aux fins révolutionnaires du prolétariat français, l'appareil du PCF et même du PC italien, bureaucratisé, stalinisé à bloc, contre-révolutionnaire, est contraint pour sa sauvegarde de résister à la « déstalinisation ». Non parce que les dirigeants staliniens procèdent d'une quelconque analyse théorique, mais par une simple réaction d'auto-défense. L'appareil sélectionné par Thorez-Staline a un lourd bilan à déposer : la trahison de juin 36 ; le fait savoir terminer une grève », la trahison de la Révolution espagnole, le désarmement des milices patriotiques, le « produire d'abord » la dénonciation des victimes de la répression de 1945 en Algérie, qualifiées d'hitlériens.

Et ce problème, ni Khrouchtchev, ni Togliatti, ni Thorez ne veulent le soulever. Il reste que par ses développement et au travers de contradictions et de crises multiples la question de l'« appareil » Thorez Staline, Togliatti-Staline va dérouler sa lente « déstalinisation » sera posée, car la reconstruction d'un mouvement ouvrier, communiste, révolutionnaire exige que l'« appareil » soit balayé.

J. LARRAIN.

(1) Il est évident que, ne disposant pas de l'appareil d'Etat, l'appareil « policier » du PCF n'a pu parvenir à une liquidation comparable à celle que Staline a organisé en URSS. Nous y reviendrons.

ATTENTION !!!

TOUT LE COURRIER POUR « LA VERITE » OU LE P.C.I. DOIT DESORMAIS ETRE ADRESSE A L'ADRESSE SUIVANTE :

SOCIETE DE PRESSE, D'EDITION ET DE LIBRAIRIE, 5, RUE DE CHARONNE, PARIS 11^e

« LA VERITE » a fait imprimer des « Bons de Solidarité » (100 frs) dont nous reproduisons ici le fac-similé.

Aidez-nous, placez le plus possible decs facs !

En deux mois (avril-mai 1956), l'hebdomadaire du Parti Communiste Internationaliste-Trotskyste

« La Vérité »

a été saisi six fois. Le gouvernement tente ainsi de faire taire ceux qui luttent courageusement contre la sale guerre d'Algérie et pour le respect des libertés démocratiques. de ces cartes.

Aujourd'hui, défendre « LA VERITE », c'est défendre la liberté de la presse.

№ BON DE SOLIDARITE : 100 Frs

L'incontestable petitesse de Monsieur G. M.

DANS « France-Observateur » du 14 juin, au terme d'un article consacré au rapport Khrouchtchev, M. Gilles Martinet émet ce jugement sur Staline : « Pour nous, l'abominable cruauté de l'homme ne nous fera pas oublier son incontestable grandeur... »

⁂

M. Gilles Martinet, des années durant, a été un farouche zélateur de l'alignement, en dernière analyse, sur les positions de la direction du PCF. Membre dirigeant de l'Union Progressiste qui a fait de cet alignement son seul credo politique, il a été ainsi conduit, par exemple, à adopter les positions antitrotskystes de 1950 ou à calomnier les trotskystes dans telle réunion électorale en 1951.

Aujourd'hui, M. Martinet fait chorus avec les accusateurs de Staline. Mais, il réclame de tous ceux qui « savaient » une auto-critique complète. Parce que sans doute lui ne savait pas ? Parce qu'il a cru de bonne foi que Tito et Trotsky étaient des « policiers » ou des « agents de l'impérialisme » ?

Pendant des années, des militants du PCF ont pu avaler d'innombrables couleuvres en se disant : mon parti est le parti de la classe ouvrière, même s'il commet aujourd'hui des erreurs, il se redressera parce qu'il est le parti des travailleurs, le parti des opprimés.

Mais M. Martinet n'est pas — et n'a jamais été — membre du PCF. Il n'a pas de telles excuses à ses petites lâchetés.

⁂

N'étant pas membre du PCF, M. Martinet peut écrire : « Charbonnier est maître chez soi... Personne n'exige du parti communiste qu'il réintègre tel ou tel de ses partisans... » Mais où donc se situe politiquement M. Martinet puisqu'il ne se croit pas concerné par ce qui se passe dans la classe ouvrière ? Tous ceux qui en France souhaitent la fin du régime capitaliste et l'avènement d'une société meilleure, désirent pouvoir agir au sein du grand parti ouvrier révolutionnaire dont le caractère prolétarien n'empêcherait pas que d'autres couches sociales, sans gêne aucune, y trouvent leur place.

Le caractère stalinien du PCF l'a empêché de jouer ce rôle. Le procès de Staline signifie pour des milliers de militants que ce parti va maintenant pouvoir être construit. M. Martinet vient de faire savoir qu'il n'y avait pas sa place, qu'il se plaçait de lui-même hors du camp ouvrier et du mouvement communiste. Où alors ?

Il y a quelques mois, lors de la constitution de la Nouvelle-Gauche et des polémiques qui s'ensuivirent, M. Martinet eut l'occasion d'exposer le fond de sa pensée politique et du rôle qu'il s'attribue : celui de leader des petits-bourgeois progressistes qui permettent en toutes circonstances à la direction du PCF un certain nombre d'opérations de couverture pour diminuer sa politique réelle et mystifier à la fois les ouvriers communistes et les masses non-communistes. Cela, c'est du plus pur stalinisme !

Et cela explique le jugement inouï que M. Martinet porte sur Staline dont il entend bien « ne pas oublier l'incontestable grandeur ». En vérité, M. Martinet est un malin : il pense qu'il faut aujourd'hui parler aux communistes leur langage. Mais comme toujours, c'est du langage du bureaucrate qu'il s'agit. Comme Khrouchtchev, il est tout prêt à affirmer que la politique de l'URSS et des PC a été toujours en gros correcte — que seule son application fut monstrueuse à cause des particularités psychologiques de Staline — comme Thorez il estime souhaitable une déstalinisation progressive et limitée.

Il le veut un peu plus rapide pourtant, pour répondre à l'attente impatiente des militants. C'est donc aux bureaucrates qu'il s'adresse, c'est eux qu'il conseille, tout en justifiant leur politique (voir les articles de Martinet sur la politique algérienne du PC).

Pendant ce temps la révolte gronde au sein du PCF contre les crimes longtemps dissimulés, pour la liberté de penser et de parler, contre la politique des dirigeants spécaux.

En vérité les habiletés de Martinet aboutiraient en fin de compte à châtrer cette révolte, à permettre à la direction du PCF d'opérer au moindre frais les réajustements nécessaires.

Hier comme aujourd'hui, conseiller des bureaucrates en place — et Machiavel de sous-préfecture.

JEAN PERRIN.

SOUSCRIVEZ pour que vive LA VERITE

Camarades,

Merci pour l'envoi des derniers numéros de « LA VERITE ». Je désire m'abonner à votre journal pour une période de 3 (trois) mois. Vous trouverez ci-joint un chèque de soutien. Vous avez toute ma sympathie ; bon courage. J. L., Paris IVe

⁂

Nous publierons la nouvelle liste de la souscription permanente dans le prochain numéro

Le gérant : RENARD.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Société Parisienne d'Impressions, 4, rue Saulnier - Paris (9e).

Appel du Comité antifasciste de Montpellier à tous les démocrates

LE Comité antifasciste de Montpellier, constitué par plus de trente organisations, sous la présidence de la Ligue des Droits de l'Homme, lance au public et aux démocrates français un appel en faveur des étudiants algériens de cette ville qui se trouvent dans une situation matérielle tragique, situation qui ne peut qu'empirer avec le temps.

En lançant cet appel, le Comité se doit de signaler les circonstances dans lesquelles il a été conduit à le rédiger. Il y a quelques jours, les étudiants fascistes ou réactionnaires de Montpellier décidaient d'interdire l'accès des restaurants universitaires et de la Cité universitaire aux étudiants algériens. Cette brimade, venant après bien d'autres et suite continuelle de menaces, était soi-disant une réponse à la décision de grève prise par l'UGEMA en signe de solidarité avec leurs camarades de la Faculté d'Alger. Cette menace fasciste aurait pu ne pas avoir de conséquences sérieuses, la vigilance des étudiants algériens et du Comité antifasciste aurait pu la mettre en échec. Mais, à la stupéfaction de tous, elle allait recevoir le renfort imprévu du Conseil de l'Université de Montpellier.

Ce dernier, dans une réunion spéciale, prenait les décisions suivantes : « Considérant que les étudiants musulmans algériens affirment leur décision de recourir aux armes pour réaliser le rétablissement de la souveraineté du peuple algérien, qu'ils affirment leur solidarité avec les combattants algériens et qu'en conséquence ils décrètent une grève politique, le Conseil de l'Université décide :

— que les demandes de bourses présentées par les étudiants qui n'auraient pas accompli régulièrement les obligations de leur scolarité seraient rejetées ;

— que l'accès aux restaurants gérés ou agréés par l'Université sera réservé aux usagers qui signeront une déclaration attestant qu'ils accomplissent les obligations de leur scolarité normale et qu'ils ont la volonté de se présenter aux examens de la prochaine session ;

— qu'il en sera de même pour les étudiants logés à la Cité universitaire qui devront signer une déclaration identique. »

Ainsi le Conseil de l'Université n'hésitait pas à céder au chantage de la pire réaction fasciste et à légaliser ses entreprises.

Car il faut souligner la profonde injustice et l'illégalité des décisions du Conseil de l'Université. Il est impensable que pour punir une prétendue faute, l'Université s'arroge le droit d'interdire à ses étudiants de manger et de se loger. Dans les conditions actuelles, c'est condamner des hommes à mourir de faim et à coucher dans la rue. D'ailleurs une sanction s'exerçant aux dépens des besoins physiques élémentaires de l'individu nous paraît une régression sociale sans commune mesure avec une faute d'ordre scolaire.

Au surplus la décision universitaire est contestable à plus d'un titre. Nous soulignerons en particulier :

1°) que l'UGEMA est un syndicat régulièrement constitué ; que la Constitution reconnaît explicitement aux syndicats le droit de grève, sans exclure la grève politique et que, par sa décision, le Conseil s'arroge le droit de supprimer un droit constitutionnel.

2°) d'autre part, il est évident que le Conseil a interprété à contre sens l'appel des étudiants algériens. Ceux-ci ont affirmé que le peuple algérien avait été contraint de recourir aux armes devant les méthodes colonialistes. Le Conseil affirme que ce sont les étudiants qui sont décidés à recourir aux armes. L'erreur est-elle involontaire ?

De plus, le Conseil de l'Université se garde bien de rappeler la totalité des motifs invoqués par l'appel de l'UGEMA. Le Conseil semble ignorer la situation intolérable des étudiants d'Alger (300 musulmans vis-à-vis de 4.700 européens) et en grande partie des étudiants algériens de Montpellier, l'ostracisme dont ils sont frappés, les menaces physiques et le mépris raciste qui les blesse au plus profond de leur dignité.

Comment aussi ne pas souligner que cette mesure frappe des boursiers, donc par définition des étudiants sans ressources, alors qu'elle serait sans effet sur des étudiants pourvus de moyens d'existence personnels.

Enfin, il semble que les sanctions prises à l'égard des étudiants musulmans algériens créent un précédent dangereux qui pourrait à l'avenir interdire toute autre action revendicative — à moins que l'on ne reconnaisse que la décision du Conseil recouvre des mobiles politiques inavouables.

Tels sont les faits. Mais les conséquences en sont graves. Dans peu de temps, ces étudiants dont certains sont chargés de famille, seront réduits à la misère.

Le Comité lance un appel au secours à tous les démocrates. Il faut aider les étudiants algériens sur le plan matériel. Il ne faut pas qu'à la honte de la guerre s'ajoute la honte de la répression en France. Il faut que ces jeunes gens vivent.

Le Comité antifasciste lance une grande souscription nationale pour venir en aide aux étudiants algériens. Tout don, si minime soit-il, sera le bienvenu. Souscrivez. Envoyez les fonds à

SYNDICAT NATIONAL DES INSTITUTEURS
10, Rue Chaptal, Montpellier
C.C.P. 421-83 Montpellier.